

Fondation pour la Mémoire de la Shoah

la Martinière

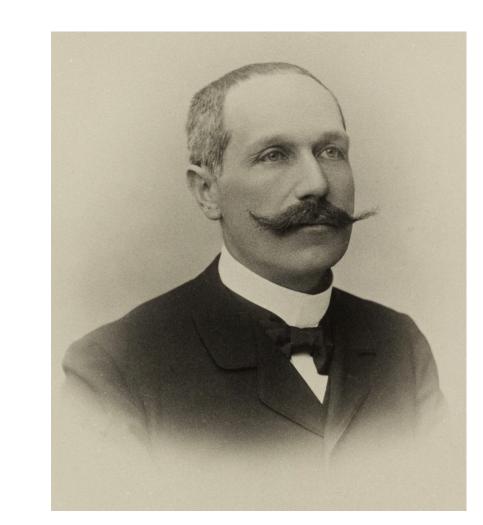
AFFAIRE DREYFUS

ACTEURS: les dreyfusards



Vincent Duclert distingue trois catégories : 1/ les dreyfusards sont ceux qui se battaient pour l'homme Dreyfus depuis le début, comme l'anarchiste Bernard Lazare ou Mathieu et Lucie Dreyfus ; 2/ les dreyfusiens, qui désignent, dès 1898, ceux qui, pragmatiques, sont pour le règlement de l'Affaire le plus rapidement possible pour sauver les bases de la République et 3/ les dreyfusistes, qui prennent l'Affaire comme un événement permettant de défendre une vision plus humaniste de la République.

Le premier cercle : les dreyfusards de la première heure



Mathieu Dreyfus (1857-1930) : avant-dernier enfant de Raphaël Dreyfus, donc aîné d'Alfred, Mathieu, après un échec à Polytechnique, prend la direction de la filature familiale. Lorsqu'en octobre 1894, il est prévenu de l'arrestation de son frère par Lucie Dreyfus, il quitte l'Alsace pour Paris. « Frère admirable » (Bernard Lazare), il consacre le reste de sa vie à vouloir réparer l'injustice. Il multiplie alors les démarches auprès des journalistes et des hommes politiques (Scheurer-Kestner) ou religieux (grand rabbin Zadoc Kahn). Il demande même à ses frères Léon et Jacques d'écrire à Guillaume II pour solliciter un témoignage accréditant l'innocence de Dreyfus. Mais ses démarches restent vaines en 1895, comme il constate luimême : « je me débattais dans le vide. Cette sensation de l'impuissance, du néant de nos efforts était atroce ». Afin de sortir son frère de l'oubli, il cherche à réveiller l'opinion publique en lançant dans le Daily Chronicle la rumeur en septembre 1896 d'une évasion de son frère de l'île du Diable. En novembre, il fait publier la brochure de Bernard Lazare et rend publique la similitude de l'écriture d'Esterhazy avec celle du bordereau. « D'intelligence robuste et claire, avec plus de connaissance des hommes, le jugement délié, subtil » (Reinach), Mathieu cherche à fédérer les intellectuels réunis autour de lui à la librairie Stock ou à L'Aurore. La demande de révision acceptée, Mathieu assiste en 1899 au procès de Rennes. Préoccupé par l'état d'épuisement de son frère, il arbitre les querelles d'ego et de stratégie des avocats de Dreyfus, Me Labori et Me Demange et fait accepter douloureusement la grâce après le verdict condamnant à nouveau Dreyfus. Grâce à la relance de l'Affaire par Jaurès en 1903, il obtient la révélation de nouveaux faux et la proclamation de l'innocence de son frère. Plus encore que son frère Alfred, Mathieu reste proche des dreyfusards comme Jaurès et de la Ligue des droits de l'Homme (il assiste aux obsèques de Francis de Pressensé en 1914).



Lucie Dreyfus, née Hadamard (1869-1945) : fille de Louise Hatzfeld et de David Hadamard, négociant parisien en diamants, elle rencontre Alfred Dreyfus en 1889 et se marie avec lui en 1890, dans la synagogue de la rue de la Victoire. « C'est vous, ma chère Lucie, qui m'avez porté bonheur », écrit Alfred. Pierre et Jeanne naissent de leur union. Le matin du 15 octobre 1894, Alfred Dreyfus quitte sa famille pour se rendre à une inspection à l'état-major de l'armée. Quelques heures après son départ, le commandant du Paty de Clam l'informe de l'arrestation et de la mise au secret de son mari. Dès lors, elle ne vêtit que débattait dans les ténèbres »), elle fait front, ne doute pas une seconde de l'innocence de son mari, cache à ses enfants la raison de l'absence de leur père et alerte son beau-frère Mathieu. Le 5 décembre 1894, elle peut enfin écrire à Alfred toujours au secret dans la prison militaire du Cherche-Midi : « la peine qui va t'être infligée est odieuse. Promets-moi que tu la supporteras courageusement ». Pendant la déportation d'Alfred en Guyane, elle lui envoie des livres et 500 F par mois qui lui permettent d'améliorer son quotidien et, surtout, lui adresse de nombreux messages d'amour et de volonté qui jouent un rôle décisif dans la résistance de l'officier : « c'est pour toi seule, mon adorée, que j'ai supporté ce long martyre », écrit Alfred. Elle incarne la résistance des dreyfusards et le premier féminisme français en fait un symbole (c'est pour elle que le quotidien féministe La Fronde lance, via Séverine, un Appel aux femmes !). Sans elle, il est vraisemblable qu'Alfred se serait laissé mourir...



Bernard Lazare (1865-1903): originaire d'une famille juive de Nîmes, Bernard-Lazare (nom de plume !) se lance à Paris dans le journalisme. Fondateur de la revue d'avant-garde Les entretiens politiques et littéraires, critique littéraire, il donne des reportages politiques à L'Echo de Paris et au Journal. Il développe ses sympathies socialistes, puis libertaires, ainsi qu'un anticléricalisme débridé. En 1894, il publie L'antisémitisme, son histoire, ses causes, et dénonce dès décembre 1894 la collusion entre l'armée et le pouvoir politique, aboutissant à la condamnation du capitaine (il assimile le sort réservé à Dreyfus aux juifs accusés de crimes de noir. Abreuvée de fausses informations *(« ma femme se -* rituels au Moyen Age). En février 1895, il rencontre Mathieu Dreyfus et devient le « premier des dreyfusards » (Léon Blum). Il signe un texte démontrant l'illégalité de la condamnation, que Mathieu imprime à Bruxelles en 1896, Une erreur judiciaire : la vérité sur l'affaire Dreyfus, que l'éditeur Stock réédite l'année suivante. Parallèlement à cet examen critique des pièces de l'Affaire, il veut relier la défense d'un Juif opprimé à la libération de tous les parias de la société, parlant de « ghetto moral ». A la demande de Mathieu, il accepte lors du procès de Rennes de demander à Me Labori de ne pas plaider, afin de donner priorité à la libération de Dreyfus et mieux prouver son innocence. Refusant la grâce qui étouffe le débat, il demeure en retrait après 1899 et meurt solitaire d'un cancer à 38 ans. Il s'engage dans la voie nationaliste juive et sioniste, auprès d'Ahad Haam, leader des Amants de Sion, puis de Theodor Herzl, mais s'oppose au sionisme diplomatique.



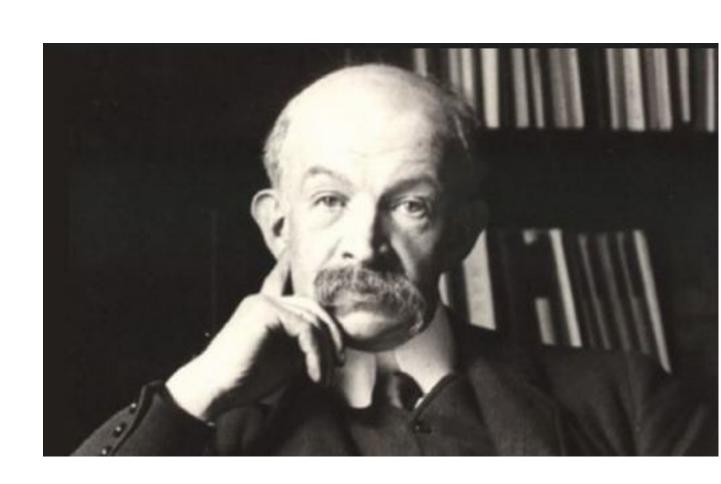


Marie-Georges Picquart (1854-1914) : né à Strasbourg, Picquart réussit les concours de Saint-Cyr et de l'Ecole de Guerre, entamant une brillante carrière d'officier. Célibataire cultivé et mondain, il est un officier républicain noté comme un élément particulièrement brillant. Il assiste au procès, puis à la dégradation de Dreyfus comme représentant du ministère de la Guerre, sans mettre en doute la culpabilité de l'accusé. En juillet 1895, il succède au colonel Sandherr à la tête de la « section de statistiques », donc du service de renseignement au Deuxième Bureau de l'état-major. Au printemps 1896, il reçut un télégramme déchiré (le « petit bleu ») adressé à Esterhazy et provenant de l'ambassade d'Allemagne. Intrigué, il rouvre le dossier et découvre par l'analogie des écritures que l'auteur du bordereau est Esterhazy. Mais il se heurte à sa hiérarchie et est éloigné en Tunisie en janvier 1897. Néanmoins, il se confie à son ami Me Leblois, alsacien, qui alerte Scheurer-Kestner. Picquart est rappelé de Tunisie, mis aux arrêts puis en réforme pour fautes graves. En février 1898, il témoigne en faveur de Zola, se bat en duel contre Henry, avant d'être inculpé pour avoir fabriqué le « petit bleu » (Henry et du Paty ayant fait des faux) et révélé des secrets de défense. Il est incarcéré au Cherche-Midi. Héros (pour Francis de Pressensé) du camp dreyfusard, d'autant qu'il était in petto antisémite, il rompt avec la famille Dreyfus en 1899 comme Labori. En 1906, réintégré dans l'armée, il est ensuite promu général de division et ministre de la Guerre sous Clemenceau. Jaurès salue en lui son « courage physique et sa noblesse morale ».



Fernand Labori (1860-1917) : secrétaire de la Conférence des avocats, Me Labori devient l'un des ténors du barreau de Paris, plaidant pour l'anarchiste Vaillant en 1894. Fougueux, on le surnomme le « Viking » ou « poumons d'acier ». En janvier 1897, il accepte de seconder Me Demange, défenseur de Dreyfus. En février 1898, il défend Zola, traduit devant la cour d'assises de la Seine pour injures à l'armée et contribue à faire du procès un événement retentissant. Comme l'écrit Mathieu Dreyfus : « Ce fut une prodigieuse bataille. Labori, lutteur jamais fatigué, admirable de talent, de force, de vaillance, se battit pendant quinze audiences, au nom de l'éternelle justice, avec le président, avec les témoins de l'accusation, auxquels il arrachait la vérité ». En septembre 1899, il est blessé d'un coup de revolver à Rennes. A son retour, Mathieu, Bernard Lazare, Ludovic Trarieux, redoutant sa fougue, et désireux d'obtenir l'apaisement pour Alfred Dreyfus, lui demandent de ne pas plaider. Labori est d'autant plus amer que son engagement comme avocat de la cause dreyfusarde avait entraîné la désertion de son cabinet parisien. Il se brouille avec Me Demange puis avec la famille Dreyfus après un entretien pénible pour Alfred (« je me désintéresse de Dreyfus parce que Dreyfus a cessé d'être un symbole »). Sa rancœur lui fait alors écrire des pages quasiment antisémites célébrant Drumont. Il prit alors, avec Picquart, la tête des « vrais dreyfusards », dénonçant une grâce outrageante et une solution politicienne à l'Affaire. En 1914, il obtient l'acquittement de Mme Caillaux.

Intellectuels dreyfusistes de gauche



Lucien Herr (1864-1926): d'origine alsacienne, Lucien Herr ne quitte plus le Quartier latin après sa réussite au concours de l'ENS de la rue d'Ulm en 1883, dont il fut le bibliothécaire de 1888 à sa mort. Militant socialiste, il se consacre cependant moins à militer sur le terrain qu'à diffuser les idées socialistes en bon érudit. Convaincu par Lucien Lévy-Bruhl, cousin de Dreyfus, de l'innocence de Dreyfus, il entraîne dans le combat de nombreux normaliens (comme Léon Blum, qui a été convaincu après l'avoir entendu lui dire : « savez-vous que Dreyfus est innocent ? »). Faisant de son domicile rue du Val de Grâce un lieu de libre discussion, il eut l'idée de la première pétition des intellectuels en faveur de la révision (Gabriel Monod, Steinlen). En 1898, il défend contre Maurice Barrès dans La Revue blanche le combat des intellectuels pour la vérité. Ami et conseiller de Léon Blum, il reste une figure tutélaire du socialisme intellectuel.



Marguerite Durand (1864-1936) : ancienne actrice de la Comédie-Française, Marguerite Durand crée en pleine composé par des femmes, La Fronde, surnommé le « Temps en jupons » pour Emile Faguet. Dès le 9 décembre 1897, le journal critique l'intolérable « huis clos », interdit tout propos antisémite, donc met fin à la collaboration de Gyp: « je ne suis pas antisémite, c'est mon droit ». Une ouvrière fleuriste parisienne, Jeanne Chrétien-Debove, lance en mars 1898 un « Appel aux femmes ». Au nom des femmes, elle utilise le « nous », objet premier d'une élaboration féministe, et indique que « nous, les femmes, sommes plus à même de juger » car n'ayant pas connu les camps. L'Affaire est l'occasion pour elle de défendre la cause féministe et des Juifs face aux réactionnaires.



Pierre-Victor Stock (1861-1943) : célibataire, sportif endurci, anglomane et passionné d'aviron, il se fait connaître par la Affaire Dreyfus un quotidien entièrement rédigé et publication de Sous-offs, fin 1889, qui lui rapporte beaucoup (34000 exemplaires vendus), mais le propulse au centre de l'univers des intellectuels. En 1898, il regroupe les publications sur l'Affaire Dreyfus dans ses annonces publicitaires : un catalogue de 24 pages leur est consacré fin 1899 (126 titres sont recensés en juillet 1900). Convaincu de l'innocence de Dreyfus dès la lecture de la brochure de Bernard Lazare, il transforme sa maison d'édition en plaque tournante du dreyfusisme. Dès novembre 1897, Mathieu Dreyfus passe deux fois par jour chez Stock, le matin avant d'aller chez Me Demange et l'après-midi, vers 15 heures, avant de retourner chez l'avocat à 17 heures. Stock édite les sténogrammes des procès Zola, Esterhazy et Dreyfus et fait usage des procédés modernes de l'imprimerie en vendant de nombreux fac-similés du bordereau et du diagramme de Bertillon. Il vend des albums de photographies ou de gravures et fit coller des affiches sur les murs de Paris. Pour rivaliser avec la presse antisémite, il fit imprimer un journal, Le Sifflet, bien illustré par Ibels, vendu 10 centimes chaque jeudi, à partir du 17 février 1898. Chargé de préparer avec Bernard Lazare la venue des dreyfusards à Rennes fin 1899 et d'assurer leur sécurité, Stock sympathise avec Victor Basch, vice-président de la Ligue des Droits de l'homme de la ville. Stock a été sans doute le dernier éditeur français capable de tout risquer pour satisfaire ses exigences morales et sa soif

de justice.

Le + du Martinews

Mathleu Dreyfus est prêt à tout pour découvrir le véritable traître : il eut recours à des détectives privés, un médecin féru d'hypnotisme, le Dr Gibert – futur ligueur du Havre – et une voyante, Léonie Leboulanger. Avec L'Histoire d'un innocent, une image d'Epinal vendue 5 centimes racontant en seize épisodes le martyre du capitaine, l'éditeur Stock tente de capter l'attention de la jeunesse. Reproduite à des dizaines de milliers d'exemplaires, elle cherche à atteindre la sensibilité plus que la raison. Stock met également en vente dans les débits de tabac des cahiers de papier à cigarettes reproduisant le bordereau, dans les bazars des petits objets en bois, en plâtre ou en carton-pâte. Accusé par ses détracteurs d'avoir gagné une fortune avec ses publications, il doit en 1904 mettre au pilon cent tonnes de papier consacré à l'Affiche, perdant 100000 F. L'incendie de la Comédie-Française, anéantissant ses magasins, le 8 mars 1900, a failli l'acculer au dépôt de bilan. L'indemnité de 250000 F versée par l'administration permet à sa boutique de redémarrer. L'ingratitude de Dreyfus qui confie la publication de Cinq ans de ma vie à Fasquelle, l'éditeur de Zola, le blesse profondément.